

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE FOREZIENNE D'ABATTAGE

58 RUE DE LA LOIRE
42110 FEURS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement SOCIETE FOREZIENNE D'ABATTAGE implanté 58 RUE DE LA LOIRE 42110 FEURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FOREZIENNE D'ABATTAGE
- 58 RUE DE LA LOIRE 42110 FEURS
- Code AIOT dans GUN : 0054200286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Oui

Installation d'abattage de bovins

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie
- installations électriques
- déchets
- bruit
- rétentions
- installations frigorifiques
- situation administrative
- gestion des eaux résiduaires
- gestion des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installation de combustion	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra améliorer la gestion des eaux résiduaires. Une nouvelle station de prétraitement est en cours de réalisation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Prélèvements et consommations d'eau
Constats : L'exploitant suit ses consommations d'eau. Le ratio de L(eau) / Kg (carcasse) est de 1.77 en 2021 et 1.39 en 2020 (petite augmentation en 2021 due à l'installation de nouveaux équipements). On observe une forte diminution de ce ratio depuis la création de l'abattoir. En contexte de sécheresse, l'exploitant dit ne pas avoir réellement de mesures à mettre en place pour limiter davantage sa consommation d'eau.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des VLE
Prescription contrôlée : Respect des VLE
Constats : Les résultats de l'auto-surveillance des eaux résiduaires (DCO, MEH et MES) du site sont non-conformes aux valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral du site. Celui-ci est en cours de révision, et inclura de nouvelles VLE. Il est demandé à l'exploitant de poursuivre le travail d'amélioration de la qualité des rejets en attendant la mise en route de la nouvelle station de prétraitement. Une nouvelle station de prétraitement va être créée derrière le site. Le permis de construire a été accordé. Le début des travaux aura lieu d'ici la mi-juillet 2022. Une analyse de DCO quotidienne sera mise en place lors de la mise en marche la future station de prétraitement. Un nouveau tamis rotatif va être installé sur l'actuelle station de prétraitement afin d'améliorer celui-ci. Il est demandé à l'exploitant de rendre imperméable la zone de chargement équarissage, afin que les eaux issues du lavage ne se mélangent pas aux eaux souterraines.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Gestion des déchets
Constats : Il est rappelé à l'exploitant qu'en aucun cas, les peaux issues de l'atelier de salage ne doivent se trouver en dehors du bâtiment de stockage, même en attente de chargement par le transporteur. L'exploitant devra faire un rappel auprès de ses équipes afin que les bons d'enlèvement des déchets soient signés par la société forézienne d'abattage et la société responsable de l'enlèvement.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : Nuisances sonores
Constats : La dernière étude de bruit montre un dépassement des émergences réglementaires en journée, dû au passage des voitures en bordure du site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques
Constats : L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Prescription contrôlée : Rétentions
Constats : Les produits désinfectants devront être placés sur rétention.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie
Constats : L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des installations
Prescription contrôlée : Surveillance des installations
Constats : L'exploitant devra dorénavant faire signer tous les documents de vérification des chaudières par une personne de la Société forézienne d'abattage et par la personne en charge du contrôle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Séparation des réseaux
Constats : L'exploitant devra séparer les eaux pluviales issues des toitures, des eaux résiduelles situées sur la zone autour canal de mesure.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale